

Le temps du commun

Pour un communisme de nouvelle génération

Un autre monde est possible et nécessaire. Le patrimoine cumulé des 1 % les plus riches du monde dépasse celui des autres 99 % de la population qui, pour l'essentiel, construisent la richesse de la minorité privilégiée. En ce début de XXI^e siècle, l'idée force c'est bien que le mouvement d'émancipation est le mouvement de l'immense majorité au profit de l'immense majorité.

Le monde est face à une alternative : désastre social et écologique, ou nouvelle ère d'émancipation humaine, le temps du commun.

Il y a urgence à dégager un horizon révolutionnaire, à changer le rapport de forces et à élaborer un récit et un projet émancipateurs à l'échelle de la planète, pour construire enfin un monde débarrassé du capitalisme et de toutes les formes d'exploitation, de domination et d'aliénation. Ainsi sera repoussé le duo mortifère du néolibéralisme et du néofascisme qui nous conduit tout droit aux abîmes de la barbarie.

Notre humanité est en jeu : le dépassement du capitalisme est vital

Le capitalisme, c'est la fuite en avant permanente avec l'accumulation insensée de capitaux et la recherche obsessionnelle du profit contre les êtres humains et contre la planète. Avoirs, savoirs et pouvoirs sont utilisés pour renforcer l'exploitation, le chômage de masse et la précarité. Alors que la satisfaction des besoins pourrait ne plus être un problème, la spéculation crée la famine et la surexploitation des ressources naturelles. La recherche effrénée du profit pousse au consumérisme autant qu'elle crée de la pénurie.

À l'échelle du monde, de l'Europe et de la France, ce système est entré dans une crise durable et multiforme. Celle-ci est financière, économique, écologique, politique, culturelle et démocratique. C'est une véritable crise du sens. Elle fait croître le chaos mondial : mise en concurrence de toutes et tous, montée de l'autoritarisme, du sexisme, du racisme, de la xénophobie, exacerbation de la violence, des guerres et leurs dramatiques mouvements de réfugiés. Le risque est grand de voir la dictature des marchés financiers conduire à une nouvelle crise plus dure et brutale que celle de 2007-2008.

Produits monstrueux et roues de secours indispensables au maintien de la domination capitaliste, les extrêmes droites se répandent dans le monde, singulièrement en France et en Europe. Elles prônent une alternative autoritaire et liberticide, nationaliste et raciste, violente et obscurantiste. Le *djihadisme*, violence meurtrière aveugle au nom d'une religion, en est l'une des plus sinistres versions.

Pour les générations futures, nous ne pouvons pas laisser faire. La crise appelle, en lien avec les luttes, des propositions cohérentes et à la hauteur pour en sortir et répondre aux exigences de notre temps. Il faut changer de système.

Au cœur du désastre, les potentialités grandissent et se multiplient

Les nouveaux moyens de production posent la question de la réduction du temps de travail ainsi que celle du développement des capacités intellectuelles de chacune et chacun. La révolution numérique, les avancées scientifiques et technologiques ouvrent des champs de possibles inédits. Aujourd'hui plus que jamais, notre humanité est en mesure d'assurer l'épanouissement de chacune et de chacun.

La question du pouvoir est posée en grand : celui des citoyennes et des citoyens sur la cité et sur la politique, celui des travailleuses et des travailleurs sur la production. Elle se heurte à chaque fois au pouvoir de l'argent pour l'argent, aux « eaux glacées du calcul égoïste » comme aux eaux glauques de la division et du racisme. La construction de ce monde du commun appelle à inventer une société de partage des avoirs, des savoirs et des pouvoirs.

Mais pour satisfaire les besoins humains et assurer la survie de notre planète, il s'agit de construire un monde de partage et d'égalité qui place l'être humain et son environnement au cœur des préoccupations, un monde capable de lier émancipation individuelle et collective. Il s'agit de dépasser le capitalisme, qui porte en lui les fondements refoulés de cet autre modèle de société. D'ores et déjà, des Fralib aux fablabs, des expériences ont lieu qui mettent en œuvre d'autres logiques, coopératives, sociales, solidaires. À l'heure où grandissent les aspirations individuelles et collectives à mieux vivre et à vivre différemment dans des rapports sociaux solidaires, libres, égalitaires et harmonieux avec la nature, les conditions d'avancées de notre projet se renforcent chaque jour. À nous de les développer pour une société du commun.

L'histoire de notre peuple, de ses luttes et de ses conquêtes est une force en ce sens. La socialisation des richesses encore incarnée par la Sécurité sociale malgré les attaques, les valeurs révolutionnaires de liberté, d'égalité, de fraternité mais aussi de laïcité sont des concepts puissants pour affronter les défis du XXI^e siècle. Si les tenants de l'ordre établi s'emploient à les vider de leur sens, c'est qu'elles sont toujours une gêne puissante pour leur domination. À nous de les prolonger et de les faire passer du fronton des mairies au cœur de la vie concrète.

Encore faut-il renverser la dictature du profit : conquérir le pouvoir sur l'argent. Encore faut-il gagner la bataille des idées et celle de la culture. Impossible, nous dit-on ? Mais la dictature du profit est directement la conséquence de choix politiques. L'action des peuples peut inverser le rapport des forces si ceux-ci prennent conscience de leur intérêt commun et de leur puissance collective, une nouvelle conscience de classe en quelque sorte.

Nous sommes des millions à résister et à pouvoir construire un monde du commun

Le capitalisme financiarisé s'en prend frontalement aux salarié-e-s, de l'ouvrier au cadre. La moitié des travailleurs gagnent moins de 1 700 euros par mois ; les chômeurs sont plus de 5 millions ; 8 millions de nos concitoyens vivent au-dessous du seuil de pauvreté dont 53 % de femmes. Au-delà, ce sont les travailleurs indépendants, les auto-entrepreneurs, les petits patrons qui sont désormais directement touchés par ce système prédateur. La France des 99 % existe bel et bien.

Mais les privilégiés s'échinent, pour maintenir leur domination, à nous diviser. En permanence, ils opposent celles et ceux qui devraient être uni-e-s car ayant les mêmes intérêts profonds : le retraité à l'actif, le sans-papiers au chômeur, le demandeur d'emploi au travailleur, le précaire au CDI, le salarié du privé au fonctionnaire, le Français à l'étranger. Cette division sans fin, c'est aussi la politique du bouc émissaire, et son cortège intolérable de haine et de racisme. De même, les

courants réactionnaires ont fait des femmes, de leur rôle assigné et de leur image, une cible essentielle. Ils ont bien compris que l'émancipation des femmes est le moteur de tout progrès humain.

Refonder l'Europe, c'est une exigence populaire désormais incontournable. Une majorité de Françaises et de Français rejette cette Union européenne autoritaire et soumise aux marchés financiers. Ni ce modèle européen, ni les sirènes des nationalismes ne sont acceptables. L'heure est à la construction d'un projet solidaire. Une France qui se tourne vers le monde pour le transformer, une France qui s'appuie sur ses valeurs, peut engager le mouvement vers une autre mondialisation, une autre Europe : celle d'une union de peuples libres, souverains et associés. Une majorité de notre peuple est prête à relever ce défi.

Au-delà, l'idée que notre monde est commun à chacune et chacun fait son chemin. Des solidarités nouvelles remettent en cause les rapports de domination et les logiques mercantiles. Un monde de mise en commun des besoins, des biens et des usages frappe à la porte.

Notre société retrouve le goût de l'action, celle de sa classe ouvrière et de l'ensemble de ses salariés et de sa jeunesse, à travers les luttes sociales comme le montrent le puissant mouvement contre la loi travail et les nouveaux lieux de rassemblement comme « Nuit debout ».

Lucide, décidée et rassemblée, la France a la capacité de penser l'avenir, de redonner l'espoir en un nouveau processus de transformation révolutionnaire, émancipateur, social et écologique. Elle a la force d'affronter ce défi en combinant efficacement luttes de classes contre toutes les exploitations et actions résolues contre toutes les dominations et les discriminations.

Pour un monde du commun

Reprenons l'offensive politique et idéologique face à la « religion du capital » et à ses grands inquisiteurs. Donnons-nous l'ambition d'un monde de partage et d'égalité, qui place l'être humain et son environnement au cœur des politiques, en liant émancipation individuelle et collective.

En ce sens, il est indispensable :

- de réaffirmer le droit imprescriptible des individus à la liberté et viser l'égalité réelle en luttant contre toutes les dominations et les discriminations ;
- d'inventer un mode de développement économique, social, solidaire et soutenable. Le bonheur des êtres humains et la préservation de la planète seront ses seules finalités ;
- de promouvoir le travail, les savoirs, l'éducation et la culture, leur partage et leur appropriation, comme des enjeux majeurs, une condition de l'émancipation individuelle et collective ;
- de se doter d'une Sécurité sociale qui retrouverait sa vocation mutualiste et qui garantirait à 100 % l'accès aux soins pour toutes et tous ;
- d'élaborer une démocratie réelle, par une révolution citoyenne, une appropriation populaire de la politique, de l'économie, de l'argent et de la culture, une conquête des pouvoirs et de l'égalité ;

- de construire l'Europe des peuples en redéfinissant ses fondements et en élaborant de nouvelles institutions démocratiques au service de projets partagés ;
- de fonder une mondialité de paix et de coopération entre des peuples égaux pour le développement de biens communs de l'humanité tout entière.

Dans notre pays, le désir de se libérer du capitalisme grandit. Notre peuple attend une proposition politique nouvelle.

Loin d'une recherche désespérée du « grand soir » ou d'une gestion sociale-libérale, nous proposons un processus de transformation sociale fondé sur les luttes, les batailles d'idées et les conquêtes de pouvoirs. Ensemble, nous pouvons bâtir un nouveau mode de développement productif, social et écologique, portant l'exigence féministe à l'égalité, l'aspiration à l'autonomie de chacune et chacun, l'appropriation et le partage des savoirs, des informations, des arts et des cultures, enfin une refondation de la politique et de la République.

Au XXI^e siècle, le grand dessein de l'humanité est d'en finir avec toutes les formes d'exploitation, de domination et d'aliénation, de l'homme par l'homme, de l'homme sur la femme, de l'activité humaine sur la nature.

Voilà le mouvement que nous nommons communisme de nouvelle génération.

Déployons aujourd'hui ces combats émancipateurs.

I-« Zéro chômage », pour une société du partage

Changeons de logique en partant des besoins communs, des savoirs et de leur partage, en y soumettant les moyens financiers gigantesques qui existent dans le monde. De grandes batailles sont à mener sur le coût du capital et le rôle des banques. Les objectifs, c'est le droit au travail pour toutes et tous, la formation à de nouvelles activités sociales libérées du salariat. C'est la sécurité d'emploi et de formation, le développement de tous les services publics et de la Sécurité sociale, la réduction du temps de travail à 32 heures et la transformation du travail lui-même. « Zéro chômage », c'est donner priorité à l'éducation, à la culture, à la recherche, à la mise en commun contre la privatisation, au développement humain durable contre le productivisme capitaliste, à l'autonomie et à la sécurisation des parcours de vie contre l'exclusion et la précarisation, aux services publics contre la marchandisation.

La réorientation du système bancaire, des droits nouveaux aux travailleuses et aux travailleurs et la création d'un grand service public national de la formation continue seront décisifs pour la promotion d'un nouveau contrat social.

Pour une République sociale et démocratique jusque dans l'entreprise

Pour dépasser le travail contraint, méprisé et dévalorisé, celles et ceux qui, par leur travail, créent les richesses doivent pouvoir prendre en main leur avenir, être les actrices et les acteurs de la transformation sociale. Le travail ne doit pas être une marchandise dont il faut réduire le coût pour accroître la rente des actionnaires. En répondant au défi de la révolution numérique, le travail peut devenir un facteur d'émancipation en permettant à chacune et à chacun d'accroître sa

créativité et son pouvoir d'intervention pour le mettre au service de la collectivité dans le cadre d'un développement humain durable.

Pour le droit au travail utile et reconnu pour toutes et tous

Le droit de toutes et tous, sans discrimination, à un emploi et un travail utile et reconnu, permettrait de concilier vie professionnelle et vie personnelle, de garantir un parcours professionnel choisi et sécurisé à toutes ses étapes.

L'entreprise n'est pas la propriété des seuls porteurs de capitaux. De nouveaux droits d'intervention des travailleuses et des travailleurs dans l'entreprise, dans l'organisation du travail en son sein, comme dans les choix de gestion et de production doivent être inscrits dans la loi pour définir l'entreprise comme collectif de travail. Cela passe notamment par le contrôle de l'utilisation des aides publiques, la possibilité offerte aux salarié-e-s de pouvoir faire une contre-proposition en cas de licenciements collectifs, l'interdiction pour une entreprise qui fait des bénéfices et qui distribue des dividendes ou des stock-options de licencier pour raison économique, l'ouverture aux salarié-e-s des conseils d'administration avec droit de vote.

Diminuer fortement le temps de travail, permettre à chacun-e de passer beaucoup plus de temps, au long de sa vie active, à se former, se cultiver, développer ses capacités, vivre sa vie sociale et familiale offrirait aussi une formidable vitalité à toute la société.

Pour une sécurité d'emploi ou de formation

Pour un dépassement progressif du salariat capitaliste, nous voulons aller vers un système de sécurité d'emploi ou de formation. Cela signifie la transformation radicale du contrat salarial, fondamentalement précaire, par l'avancée d'une mobilité entre emploi et formation maîtrisée par les intéressé-e-s, à l'opposé de la précarité et du chômage. Les objectifs de ce système viseraient à ce que chacun-e puisse être soit en formation soit en emploi, les deux choisis et correctement rémunérés. Ainsi, nul ne connaîtrait le chômage. Les luttes actuelles montrent les chantiers à investir : la réduction du temps de travail et la transformation de son contenu ; la sécurisation du contrat de travail ; la conquête de pouvoirs décisionnels des salariés et des citoyens sur les choix stratégiques et de gestion des entreprises ; le droit de saisir les banques pour la réalisation de projets viables alternatifs à ceux dictés par la rentabilité financière ; l'exigence d'un grand service public de sécurisation de l'emploi et de la formation.

Pour une protection sociale du XXI^e siècle

La réponse aux besoins, la reproduction de la force de travail, l'épanouissement individuel et collectif nécessitent une approche nouvelle entre l'économique et le social, l'humain et la planète. Continuateurs du programme du Conseil national de la Résistance, nous voulons unir et rassembler pour répondre aux besoins quotidiens et construire une visée moderne, sociale, progressiste.

Il nous faut assurer, tout au long de la vie, une protection sociale de haut niveau, une formation ouvrant des perspectives d'emploi, des revenus décents, en sauvegardant notre environnement. Ce combat pour l'émancipation humaine passe par des droits nouveaux, une Sécurité sociale à 100 %, un service public modernisé et développé.

Une priorisation sans précédent de l'éducation, de la formation, de la recherche et de la création

Dans une société où les savoirs et la création jouent un rôle de plus en plus important, l'éducation, la recherche et la culture sont au cœur de la lutte des classes. Faire des savoirs et de la création un outil d'émancipation individuelle et collective devient une priorité pour le développement même de toute la société. Un investissement en matière d'éducation, de formation, de recherche et de création sans précédent est une des conditions majeures pour sortir de la crise. Refonder l'école, l'université, la formation continue, l'éducation populaire et les politiques culturelles au service de l'égalité et de l'émancipation est une réponse à la nécessaire élévation du niveau de connaissances et de qualification. L'appropriation par toutes et tous d'une culture commune de haut niveau doit permettre à chacun-e de maîtriser les choix individuels et collectifs. Cela implique d'investir dans les services publics – en écartant les partenariats public-privé – prenant en charge l'ensemble des temps de l'éducation et de la formation, de la petite enfance à la retraite, mais aussi de prolonger la scolarité obligatoire, de repenser les contenus, les pratiques et les temps de l'éducation et de la création tout comme le développement d'un périscolaire décentralisé, ouvert à la société, avec l'objectif d'un grand service public national déconcentré.

Pour une société humaine de la culture

Face à la crise du sens, la prise en compte de la pensée, du sensible, de l'imaginaire et du symbolique, est indispensable.

Cela passe par des politiques culturelles renouvelées, y compris au sein des programmes scolaires et des diverses pratiques éducatives. Cela passe par un nouveau souffle donné à l'éducation populaire et à la vie associative. Cela passe par le rappel incessant que les arts et les cultures, les enseignements et les pratiques artistiques sont porteurs, dans leur dialogue avec la cité, d'une conscience critique indispensable à une visée émancipatrice.

Il s'agit d'affirmer que le travail artistique et culturel ne peut exister qu'à l'issue d'un processus mobilisant le travail, l'imaginaire et la sensibilité d'un artiste, d'un créateur, d'un auteur. Ce travail est producteur de sens, son appropriation garantit l'exercice citoyen.

Il s'agit aussi de traquer « l'ordre moral » qui vise à censurer ce que les arts vivants portent en eux de critique, de subversion et de prospective.

Il s'agit enfin de réaffirmer la responsabilité partagée des pouvoirs publics, de la commune à l'État, en matière de soutien à la création et aux pratiques artistiques, dans la pluralité, à l'éducation et au partage des savoirs dans la cité, l'école et le monde du travail.

Une culture commune émancipatrice doit respecter la diversité de ses langues de ses expressions et donner à toutes et tous les moyens de son appropriation et de son partage. C'est la condition du récit émancipateur qu'il nous faut inventer pour la reconstruction d'une hégémonie culturelle progressiste.

Le sport est un élément essentiel de tout projet d'émancipation humaine

L'action publique et le soutien aux initiatives citoyennes doivent permettre de libérer le sport de l'emprise marchande pour être un droit pour toutes et tous. L'éducation physique et sportive à l'école, la formation des cadres et des bénévoles, le soutien à la vie associative avec l'exigence désintéressée de partage et de démocratie, sont la garantie de ce droit.

Pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Des millions de femmes subissent déjà la double journée dans leur vie quotidienne, résultat de la double domination capitaliste et patriarcale. Sur le plan professionnel, les inégalités sont utilisées pour tirer les conditions de travail et les salaires vers le bas. Il est grand temps de revaloriser tous les métiers et d'en finir avec les contrats précaires et le temps partiel imposé. À travail de valeur égale, salaire égal, réduction du temps de travail à 32 heures, grilles salariales universelles, garantie de l'égalité dans les promotions et l'accès à toutes les responsabilités : voilà des mesures urgentes à mettre en œuvre pour construire un monde du travail de pleine égalité sans aucune indication genrée des métiers.

Pour l'autonomie de la jeunesse

Les forces réactionnaires ciblent les jeunes pour imposer leurs projets. Le potentiel de contestation et de créativité des jeunes constitue une grande force. Au cœur des mobilisations sociales, environnementales, pour la paix, elles et ils portent des expériences sociales et des formes de luttes innovantes souvent brimées et méprisées. Il faut voir grand et de façon neuve pour favoriser ces germes d'alternative. L'urgence du moment est de faire face à la violence qui est faite aux jeunes, travailler à leur autonomie et à un statut protecteur pour construire une logique sécurisée de parcours de vie.

La révolution numérique : un enjeu majeur de la lutte de classes

La révolution numérique ouvre de nouveaux possibles en permettant coopération et libre partage universel des savoirs. Mais les grands groupes visent à exploiter et à privatiser la créativité des acteurs de cette révolution qui, eux, aspirent à un monde de partage et de biens communs.

L'ubérisation, c'est-à-dire le capitalisme de plateforme numérique, s'en prend au salariat. Automatisation et robotisation génèrent de considérables gains de productivité entraînant, d'ici à vingt ans, la possible destruction de près de la moitié des emplois actuels. Dans cette féroce lutte de classes, la bataille doit se mener pour que ces gains de productivité soient alloués à une réduction drastique du temps de travail, aux salaires, à la formation, à la création de nouveaux emplois et activités utiles à la société. Le *big data* brouille la frontière entre le travailleur et le contributeur. Les données qu'il génère sont appropriées et exploitées comme une rente, et cela et sans maîtrise démocratique.

Alors que les réseaux permettent la coopération de millions d'intelligences humaines, on assiste à une mise en concurrence sauvage. La révolution numérique pousse à la fin des hiérarchies, à l'auto-organisation et au libre choix de son travail au sein de l'entreprise, mais, sans lutte sociale et politique, il débouche sur la dictature de la notation, du contrôle de tous par tous pour conforter le pouvoir du capital.

La question du dépassement du salariat par une société de libres producteurs associés est posée. Elle suppose une démocratie renouvelée, la remise en cause de la propriété privée des modes et des moyens de production, du fonctionnement et de la structure des entreprises, des institutions.

Partout dans le monde, se créent des plateformes participatives, des coopératives de données avec des logiciels libres par opposition aux plateformes capitalistes. Le développement de ces modèles alternatifs offre des cadres pour une sécurisation de l'emploi et de la formation et des services publics de nouvelle génération. Cette lutte implique l'investissement politique de

nouveaux espaces comme les *fablabs*, là où s'imaginent de nouvelles formes de productions et d'échanges. Au lieu d'un État incubateur de *start-up*, ayons un État partenaire favorisant l'autonomie des plateformes coopératives afin de préserver le bien commun numérique.

Faire reculer le coût du capital, reprendre le pouvoir aux banques et aux marchés financiers

Les intérêts bancaires, les dividendes des grands groupes industriels et financiers (309 milliards d'€) plombent tout. À l'opposé, ce qu'ils appellent les « coûts du travail » (145 milliards d'€ de cotisations sociales) patronales sont investis utilement pour la santé ou la consommation populaire.

Les énormes économies de travail permises par la productivité et la révolution numérique servent avant tout à réduire les masses salariales et l'emploi, en freinant les débouchés de la production. Les politiques d'austérité exacerbent ces cercles vicieux en conduisant à la dépression. Notre pays s'enlise car il est un pays de bas salaires : la revalorisation du pouvoir d'achat est donc une exigence autant sociale qu'utile.

Pour une nouvelle efficacité sociale, les fonds des banques, les profits des entreprises et les fonds publics doivent être utilisés pour des dépenses de formation, de développement social, de services publics et d'investissements efficaces. La maîtrise populaire du crédit bancaire est un nouvel enjeu du XXI^e siècle. Un pôle public bancaire incluant des banques nationalisées fonctionnant avec de nouveaux critères doit servir l'emploi et la formation, les progrès sociaux et écologiques.

Réformer en profondeur la fiscalité est indispensable pour pousser les entreprises à financer des investissements porteurs de créations d'emplois et de formations correctement rémunérées. À l'opposé, il faut pénaliser la distribution de bénéfices sous forme de dividendes contre l'emploi, la croissance réelle et l'environnement.

Créer un impôt local sur le capital matériel des entreprises, mettre à contribution le capital financier, ou encore réformer l'impôt sur la fortune (ISF) et l'impôt sur le revenu pour les rendre plus progressifs, instaurer une TVA à taux zéro pour les produits de première nécessité sont des mesures à la fois justes et efficaces. De nouvelles cotisations sociales contribueront au financement de la Sécurité d'emploi et de formation.

Bloquer la spéculation et la financiarisation de toute l'économie nécessite de placer l'utilisation des crédits des banques sous contrôle social avec des critères précis d'efficacité économique et sociale, de réaliser un audit de la dette publique.

Réorienter l'activité de la Banque centrale européenne (BCE) jusqu'à changer ses missions et créer en France un pôle public bancaire et financier est une exigence première. Transformer la politique et les critères du crédit ou encore bloquer les circulations de capitaux et de profit avec les paradis fiscaux sont des objectifs à conjuguer avec une profonde réforme de la fiscalité. La France doit se doter des moyens effectifs pour éradiquer la fraude fiscale.

Il faut en finir avec les exonérations de cotisations sociales patronales qui ont dramatiquement démontré leur perversité. Gestion démocratique de la création monétaire, création de pouvoirs nouveaux pour les salarié-e-s et leurs représentant-e-s dans la gestion de leur entreprise, ainsi que des citoyennes et des citoyens dans les institutions bancaires et les collectivités territoriales sont des moyens indispensables.

II- Une société du bien vivre et du bien commun

Nous participons pleinement de la conscience écologique planétaire pour une société du bien vivre et du bien commun. Nous militons pour un développement responsable par une croissance maîtrisée dans son contenu qui réponde avant tout aux besoins de l'humanité et préserve les ressources naturelles.

Il est impensable de laisser aux générations futures un monde dévasté par les appétits égoïstes des capitalistes, à un système prédateur de ressources naturelles et promoteur de produits aussitôt-fabriqués-aussitôt-périmés. La pollution des sols, des océans, des rivières, de l'air et la mise en danger de la biodiversité atteignent des sommets et chaque année, nous enregistrons un nouveau record de la température de la planète. Les effets du réchauffement climatique sont déjà perceptibles.

L'heure est au choix de civilisation si nous voulons préserver la planète et l'humanité. Émancipation sociale et défi écologique sont indissociables. Nous opposons à la logique des profits immédiats, celle du temps long du développement humain, pour permettre le renouvellement des écosystèmes. Au développement anarchique des multinationales, nous opposons une intervention humaine coordonnée et planifiée, une appropriation des biens communs par le plus grand nombre, la production de biens utiles.

De nouveaux modes de productions doivent être promus. Notre projet est un appel à l'intelligence collective et à un grand plan d'investissement dans la recherche et la formation pour développer les conceptions nouvelles liant les besoins au respect de l'environnement.

Nous voulons promouvoir un indice mondial de développement humain, fondé sur le niveau d'éducation, la durée de vie en bonne santé, un niveau de vie décent ou encore la mesure des inégalités de genre et de pauvreté.

L'appropriation sociale : un moyen de mettre l'économie au service de l'humain

On ne peut accepter une organisation de l'économie où ceux qui créent les richesses sont exclus des processus de décision. Partout, nous voulons contester le monopole patronal et la mainmise de la finance sur la gestion des entreprises.

Cela passe par une bataille pour gagner des droits, mais aussi des pouvoirs nouveaux d'intervention pour les salariés, y compris dans les conseils d'administration des grands groupes, là où se décident les choix d'investissement et de management. La socialisation des moyens de production, d'échanges et de financement peut prendre différentes formes comme les coopératives, l'économie sociale et solidaire, les régies municipales par exemple. L'appropriation sociale a vocation à devenir le modèle dominant.

Mettre l'économie au service de l'humain implique la reconstruction d'un secteur public important assurant une maîtrise citoyenne. Cela concerne les activités de service public, mais aussi des branches de l'industrie et du crédit où il y a besoin de conforter ou de recréer par des nationalisations, des entreprises publiques (pouvant être en situation de monopoles) gérées démocratiquement à partir de critères de gestion traduisant l'intérêt général et promouvant le progrès social.

Vers la reconquête du bien commun : un nouvel essor du service public

Les services publics sont la réponse aux besoins collectifs, à l'accès égal de toutes et tous, à la proximité. Il faut les défendre, en créer de nouveaux. Leur financement doit être fondé sur la péréquation, une fiscalité juste et redistributive, en construisant, le cas échéant, les conditions de la gratuité ; ils doivent être dégagés de l'emprise des marchés financiers. Leur statut doit protéger les agents des pressions politiques, économiques ou clientélistes et garantir aux citoyens un égal traitement. Des critères d'efficacité sociale sont à substituer aux critères marchands et la participation citoyenne doit imprégner leur gestion, leur direction et les politiques suivies.

Aux plans européen et mondial, prendre le contre-pied des directives Services et de toutes les libéralisations entreprises notamment dans les secteurs du rail, des communications et de l'énergie est le passage obligé pour travailler au développement de coopérations publiques solidaires.

Une nouvelle histoire des services publics est à écrire.

Un nouveau mode de développement privilégiant l'humain et l'écosystème dépassant productivisme et consumérisme

Pour l'émancipation sociale et le défi écologique : l'heure est au choix de civilisation. De nouveaux modes de production doivent être promus.

L'industrie, c'est le développement des territoires, de l'écologie, la réponse au défi d'une vraie transition énergétique, ou encore les progrès pour la santé. Sans tracteurs, pas d'agriculture, sans trains, caténaires, camions ou satellites, pas de transports possibles, sans industrie chimique, pas de santé possible. Sans industrie repensée et étroitement articulée aux services, à la recherche et aux services publics, avec un pilotage démocratique, pas de transformation écologique. L'approche par filières ouvre des perspectives à long terme, et des coopérations sur des projets communs. Une attention particulière doit être portée aux nœuds technologiques qui conditionnent l'avenir, des biotechnologies aux nanotechnologies. Les pouvoirs nouveaux d'intervention des salariés comme de la population dans les entreprises et les filières doivent permettre à la fois efficacité et adéquation entre productions et besoins.

À l'opposé de visions étroites et passéistes, faisons d'un même combat industrie et écologie : produire mieux, produire pour répondre aux besoins de toutes et tous avec l'exigence de qualité et de durabilité privilégiant le temps long du développement humain à la course effrénée de la recherche du profit.

Préserver et partager les ressources naturelles

Développement humain durable, solidaire et écologique

L'urgence, c'est la limitation du réchauffement de la surface planète à 2°C maximum. À ce jour, le niveau des engagements des Etats conduit à un réchauffement de l'ordre de 3 à 4°C. Ce serait invivable. Tout retard pris est préjudiciable à l'humanité. Consommer moins à usages donnés, économiser l'énergie : c'est essentiel et créateur d'emplois. Il est urgent de réduire progressivement, mais de façon massive, l'utilisation de ressources carbonées (pétrole, charbon, gaz,...) responsables des émissions de gaz à effet de serre qui provoquent des catastrophes environnementales. Il faut interdire l'exploitation des gaz de schiste.

Après l'accord de Paris : le défi climatique reste devant nous

Si sur les principes tout est inscrit, tout reste à réaliser pour engager une véritable transition écologique et sociale vers une société sobre en carbone et réduire les inégalités de développement dans le monde. Rien ne se fera sans une mobilisation des moyens financiers mondiaux. L'accord de Paris met en évidence les rapports de domination à l'échelle du monde qui mettent les pays les plus pauvres en grande difficulté. La mobilisation doit se poursuivre pour sauver le climat et non le système qui le détruit.

Le droit à l'énergie

Le débat sur la transition énergétique est engagé et nous le poursuivrons par l'organisation d'États généraux. Il doit prendre une ampleur planétaire pour satisfaire un réel droit à l'énergie pour toutes et tous, au meilleur tarif possible. Dans un contexte d'expansion des besoins énergétiques mondiaux, il s'agit de promouvoir un mix énergétique, 100 % public, faiblement émetteur de CO₂, composé de manière complémentaire d'énergies renouvelables (hydraulique, géothermique, hydrolien, solaire, thermique et photovoltaïque, etc.) et du nucléaire pour lequel des normes internationales contraignantes de sûreté doivent être définies ; une relance de toutes les filières industrielles du mix, aujourd'hui mises en cause ou inexistantes, doit être engagée tout comme un effort sans précédent sur la recherche scientifique.

Le droit à l'alimentation, à la qualité de l'air et à l'eau

Les politiques agricoles doivent garantir la souveraineté alimentaire. À l'échelle du monde, de l'Europe, de la France, nous avons besoin de planifier la production, reprendre en main les outils de la régulation des marchés et accompagner une vraie transition écologique de l'agriculture, favoriser les circuits courts, les filières bio, favoriser la consommation des produits de la mer. La gestion des stocks, la sécurité alimentaire ou encore l'interdiction de la spéculation sur les denrées vivrières sont des priorités. Un nouveau modèle agricole rémunérateur par des règles de prix garantissant leur revenu, pour tous les agriculteurs et agricultrices, travailleuses et travailleurs agricoles est à promouvoir par la valorisation des filières relocalisées, la transformation et la vente des produits au plus près des consommateurs. Défendre une pêche artisanale et rémunératrice, lutter contre les importations/dumping, encadrer les pratiques des grands armateurs et les marges des distributeurs et s'opposer au pillage des ressources halieutiques sont désormais incontournables. La France doit s'engager dans une lutte mondiale contre la pollution des océans.

La gestion de l'eau doit être sortie des griffes des multinationales et s'ancrer dans le champ du service public local. Les salarié-e-s, les citoyen-ne-s et élu-e-s doivent pouvoir intervenir dans la gestion de l'eau et de la préservation de la ressource. Garantir l'égalité d'accès ainsi que les premiers mètres cubes gratuits, supprimer la disparité des tarifs par la mise en place d'un mécanisme de péréquation nationales sortir la recherche et les savoir-faire des mains du privé exigent un autre financement de l'eau, la solidarité financière de l'État comme de l'Europe et supposent la création d'un service public national et décentralisé de l'eau et de l'assainissement, seul garant de l'égalité des territoires pour accompagner les collectivités locales vers une gestion publique de l'eau.

Pour la qualité de l'air, le développement des transports en commun de qualité, à bas prix et avec un fort maillage, comme celui du fret ferroviaire et fluvial, doit devenir une priorité et l'étalement urbain reconsidéré, avec la relocalisation de l'emploi. L'organisation urbaine et les politiques foncières actuelles doivent s'inscrire dans un développement urbain maîtrisé vers des modèles

mixant les différents espaces et temps de vie, au lieu d'éloigner domicile et travail, habitat et services publics.

III- Révolutionner la République pour une France de liberté, d'égalité et de fraternité

Construire une République démocratique et sociale

La République est mise à mal, la démocratie menacée et la vie politique est enfermée dans le carcan d'une monarchie présidentielle. Par l'abstention s'exprime souvent une colère, le sentiment de n'avoir plus prise sur les décisions, que les promesses ne sont jamais tenues et les espoirs sacrifiés sur l'autel de la finance. Les gouvernements successifs remettent en cause les collectivités locales, foyers de démocratie et proximité citoyennes. Et pourtant, l'aspiration à participer est bien présente comme le montrent les mouvements sociaux et citoyens. Chacune et chacun doit avoir les moyens de l'exercice des pouvoirs, de l'échelon local jusqu'aux échelons national et européen.

Le temps est venu de construire la VI^e République et de redonner du sens à l'engagement. Mettre fin au présidentielisme, instituer une démocratie parlementaire, la proportionnelle, la parité et le non cumul des mandats successifs et simultanés, avec un statut de l'élu-e, refonder l'Europe : voilà les grands défis institutionnels redonnant sens à notre République. Cela passe par un processus constituant d'une VI^e République, sociale, féministe, démocratique, citoyenne. Cela passe par une remise à plat des traités européens pour reconquérir de la souveraineté populaire.

Ouvrir une nouvelle ère de la citoyenneté, c'est garantir la citoyenneté de résidence donc le droit de vote des étrangers ; c'est permettre l'appropriation des savoirs, c'est une nouvelle phase de démocratisation scolaire, la prolongation de la scolarité obligatoire. De nouveaux pouvoirs incluront des droits d'initiative et d'intervention pour les citoyen-ne-s, pour le monde syndical et associatif, dans la cité, dans l'entreprise, sur les banques.

Libérer l'information des citoyennes et citoyens, aujourd'hui bafouée par la concentration du pouvoir des grands groupes sur les médias, est une condition du pluralisme, nécessaire à une société de partage et d'égalité. Un Conseil supérieur des médias imposera le respect des libertés et du pluralisme, du statut des médias publics, privés et associatifs. Des États généraux des médias seront organisés et la protection des sources des journalistes constitutionnalisée avec de nouveaux droits aux salariés, aux usagers pour l'indépendance des rédactions et aux lanceurs d'alerte dont le statut doit être reconnu. Refondre le secteur public doit conduire vers un pôle public des médias, doté d'un pôle public de production en renforçant les coopérations européennes.

Élaborer un nouveau pacte républicain : des voies concrètes pour la liberté, l'égalité, la fraternité et un renouveau de la laïcité

Une société d'individus libres et égaux en droits doit donner force à la devise républicaine aujourd'hui bafouée par l'hystérie sécuritaire : assignation à résidence de militants, attaques de syndicalistes, censure d'œuvres... Être libre, c'est pouvoir penser et agir, décider, s'épanouir,

s'ouvrir à l'autre. Pour y parvenir nous avons besoin de nouveaux pouvoirs citoyens, en France, en Europe et dans le monde, en construisant un nouveau pacte républicain.

La liberté doit entrer dans un nouvel âge. Il s'agit de libérer toutes les potentialités humaines. Cela passe par le développement continu des droits imprescriptibles de chaque individu. Cela passe par la libération par rapport à un travail aliéné, un temps libre corseté. La liberté guide chacun de nos pas. « Être libre, c'est être affranchi de toutes les servitudes ; or, y a-t-il servitude pire que l'ignorance et la misère ? » Le savoir est un pouvoir et chacun-e et chacun doit avoir les moyens de comprendre le monde pour le transformer.

L'égalité pour faire reculer toutes les dominations et les discriminations, sociales, sexistes, racistes, liées à une situation de handicap, territoriales et portant sur les orientations et identités sexuelles. Nous devons amplifier la lutte contre l'homophobie, la lesbophobie, la transphobie et toutes les lgbtqi-phobies. L'égalité pour promouvoir toutes les formes de familles. Ni égalitarisme, ni mirage de l'égalité des chances, l'appropriation citoyenne des savoirs, des arts et des cultures, la maîtrise sociale des technologies doivent promouvoir les potentialités humaines. Nous nous prononçons pour une société pour tous les âges reconnaissant la valeur et la dignité de la personne humaine, de la naissance à la fin de vie.

La fraternité pour combattre toutes les aliénations : celles liées à tous les intégrismes et fondamentalismes, toutes les formes de racisme, de xénophobie, de rejet de l'autre.

La laïcité, comme principe actif, pour une souveraineté appartenant au peuple tout entier en tant qu'association d'hommes et de femmes libres, égales, égaux, pour fonder la liberté de conscience, l'égalité des droits, la fraternité humaine. À l'opposé d'un instrument de discrimination, de division ou de stigmatisation sur la base de convictions religieuses, elle appelle à la mise en actes des valeurs de la République.

Pour l'égalité des territoires et de leurs habitant-e-s dans une République une, indivisible et dont l'organisation est décentralisée, il faut rééquilibrer les territoires pour répondre aux besoins de tou-te-s les habitant-e-s. Cela passe par la mise en œuvre de la solidarité, par le renouvellement urbain, par une politique sociale du logement pour toutes et tous, des services publics, des transports développés et modernisés ainsi que des moyens pour une politique de la ville juste et efficace. Il faudra garantir la liberté et l'égalité de déplacement aux personnes en situation de handicap.

Alors que la ville est le cadre de vie de la plus grande partie des Français-e-s, elle demeure trop souvent le cœur de la fabrique des inégalités et des ségrégations. Dans le même temps, les villes-centres, cibles des plus vives spéculations, sont de moins en moins accessibles au grand nombre des salariés. La péri-urbanisation qui s'ensuit est trop souvent subie. Il est temps de rendre effectif un droit à la ville pour toutes et tous.

Il est urgent de fonder une nouvelle ruralité. Les territoires ruraux ont des propositions d'avenir porteuses de bien-être, de qualité de vie. La société rurale a changé ; elle est riche de relations humaines variées et en capacité d'innovations partagées. Ces territoires ont besoin d'activités économiques, de services publics, de commerces de proximité, de transports adaptés.

Face au coup d'État institutionnel : démocratie ! La loi Notre fait voler en éclats l'égalité des territoires écrasés par l'austérité. Les métropoles, grandes régions, fusions intercommunales recentralisent les pouvoirs, éloignent les citoyen-ne-s des décisions et tournent le dos aux politiques locales. L'avenir de la commune est compromis. La cure d'austérité met à mal

l'investissement public. La réduction des dépenses publiques est un rouleau compresseur contre la démocratie et les besoins des habitants. À l'opposé, l'essor de la démocratie appelle à la promotion de la commune et du département, à des coopérations solidaires pour l'aménagement du territoire.

La France a une grande histoire populaire et démocratique. Celle des Lumières, de la Révolution, de la Commune, de Jaurès, du Front populaire, de la Résistance, de Mai 68 ; celle des conquêtes sociales, démocratiques et politiques, du droit des femmes et des libertés individuelles. Cette France peut écrire une nouvelle page.

Réaliser l'égalité femmes-hommes et sortir du patriarcat : combattre le sexisme, agir pour l'égalité au travail et dans tous les domaines de la vie, lutter contre les violences faites aux femmes

Notre communisme est un féminisme, qui agit dès à présent pour la libération des femmes de la domination patriarcale et pour l'égalité de genre. Il fait de la lutte contre les violences sexistes, pour le droit des femmes à disposer librement de leur corps et contre les stéréotypes de genre un combat quotidien. Il réaffirme son engagement abolitionniste contre le système prostitutionnel, crime organisé et violence extrême.

Les insupportables violences faites aux femmes permettent d'alimenter les stéréotypes qui confortent toutes les formes de domination. Les aspirations des femmes sont broyées au nom de l'universel masculin. La dépossession démocratique des femmes est inscrite dans nos institutions. Les assemblées fonctionnent ainsi contre les citoyen-ne-s qu'elles prétendent représenter. Les luttes des femmes participent de la rupture démocratique générale qui fait le quotidien de notre vie politique. La bataille de la parité, intégrale et généralisée à toutes les responsabilités, permet d'avancer vers la réalisation de cette exigence mais aussi de poser les questions du renouvellement des élu-e-s, de l'adéquation avec les contours de la société, ou encore du statut de l'élu-e. C'est une condition de la démocratie.

Les mouvements que les femmes développent pour prendre le pouvoir sur leur travail, sur leur vie familiale ou sur leur activité citoyenne libèrent chaque jour des forces nouvelles. C'est sur elles qu'il faut s'appuyer pour renverser le patriarcat. Un vaste mouvement libérateur doit donc encore grandir : de la lutte pour l'égalité professionnelle à celle contre les violences, à la fin des stéréotypes de genre en passant par la liberté de leurs choix sexuels.

La liberté de procréer ou non doit rester un droit inaliénable des femmes. Or, des États ou des Églises prétendent les en déposséder en s'attaquant notamment au libre accès à la contraception et à l'IVG. Face à cette dépossession, elles opposent l'exigence de la maîtrise de soi, de son temps, de son corps, de ses choix de vie.

Résistance et riposte sont de mise dans tous les domaines de la vie. Ainsi, avec le développement des exigences familiales et un État défaillant, les femmes sont aussi au centre de la bataille pour un service public de l'accompagnement des personnes (petite enfance, autonomie, santé...).

L'égalité femmes-hommes est une question transversale à toutes les autres. Les luttes féministes pour une société de pleine égalité, de partage sont universelles. Elles sont une condition d'avancées et de transformation de toute la société.

Tracer un chemin pour sortir de l'inhumanité : combattre le racisme, toutes les discriminations et toutes les formes de domination et d'aliénation

Nourri par les frustrations, les souffrances, les inégalités et les déchirures que provoque notre société en crise, le racisme gangrène la République. Les actes antisémites et anti-musulmans sont à la hausse.

Des offensives politiques de stigmatisation, des discours médiatiques islamophobes, ou encore les campagnes de faiseurs de haine banalisent et libèrent la parole raciste. Les discriminations liées à la couleur de peau, au patronyme, à l'origine ou à la religion (réelles ou supposées) entraînent une souffrance qui aboutit à ce que les valeurs d'égalité, de fraternité et de solidarité deviennent, pour trop de nos concitoyen-ne-s, des mots vides de sens. Il faut combattre toutes les formes de racisme sans les hiérarchiser. La reconnaissance de la France telle qu'elle est dans sa diversité suppose une lutte acharnée pour l'égalité réelle.

La Nation est une réalité objective mais aussi un imaginaire dans la façon de se représenter le peuple. Il ne faut pas laisser ce récit collectif aux nationalistes et aux tenants d'une France éternelle. L'histoire ultramarine, l'histoire de l'oppression coloniale et celle de la Résistance, tout comme l'histoire de l'immigration font partie intégrante de notre histoire. Le racisme prend aujourd'hui de nouveaux habits, en traitant les cultures comme des « races », en les figeant. Sa montée s'inscrit dans l'exacerbation d'un affrontement identitaire qui cherche à effacer l'affrontement de classe. Le racisme, la xénophobie sont bel et bien des instruments de la domination économique et sociale qui permettent d'évacuer les responsabilités des politiques libérales et du capitalisme financiarisé.

Au-delà du seul terrain économique, la lutte pour l'émancipation passe par une bataille multiforme, politique et idéologique. L'urgence est de recréer l'unité dans les couches et les quartiers populaires et au-delà, de faire converger les combats antiracistes, les luttes des migrant-e-s avec les diverses luttes sociales pour travailler au « tous ensemble ». C'est affirmer le vrai contenu de la laïcité garante du vivre-ensemble : ce combat de l'émancipation, de la dignité et de l'égalité réelle.

IV- Contre l'Europe du capital, un projet solidaire pour une union de nations et de peuples libres, souverains et associés

L'Union européenne néolibérale, pour nous c'est toujours non

Les logiques contenues dans les traités qui mettent en concurrence les peuples, leurs systèmes sociaux et fiscaux, et détruisent les solidarités, ont aggravé la crise financière de 2008. L'adoption du traité budgétaire (TSCG) et les politiques d'austérité enfoncent nos économies dans la récession, les peuples dans le chômage de masse, la précarité et la pauvreté.

L'exemple grec a mis en lumière le tournant autoritaire pris par les dirigeants européens et les pouvoirs exorbitants cédés aux institutions financières. C'est maintenant par la violence, le chantage, et l'asphyxie financière que l'UE s'attaque aux souverainetés populaires.

Face à l'arrivée des réfugié-e-s qui fuient la guerre, aucune réponse commune efficace n'a été apportée, mais des stratégies nationales de fermeture des frontières, conduisant à l'accord de la

honte avec la Turquie d'Erdogan. En résulte une politique inhumaine de fermeture, des morts par dizaines chaque jour.

Le retour des nationalismes étroits et la montée des extrêmes droites doivent alerter tous les démocrates. Le PCF et le Parti de la gauche européenne, prendront l'initiative d'une conférence européenne à l'automne 2016 pour lutter efficacement contre l'extrême droite en Europe.

Le temps de la refondation de l'Union européenne est venu

L'UE néolibérale est massivement et systématiquement rejetée par les peuples. Les classes dirigeantes européennes parlent ouvertement d'un risque de « dislocation » ou d'une « Europe à deux vitesses » concentrée sur les intérêts des plus forts. Nous ne voyons de salut ni dans le repli nationaliste, ni dans la fuite en avant fédéraliste autoritaire. La solution réside dans un projet alternatif de combat s'attaquant aux intérêts capitalistes en Europe pour permettre une réelle transformation sociale au service des peuples. L'entrée de la France dans cette bataille politique fondamentale changerait considérablement la donne.

Trois grands axes essentiels

- Une Europe du développement partagé devra être capable de tirer vers le haut les pays en difficulté et d'engager l'ensemble vers un nouveau modèle productif. Cela implique de rompre avec le traité budgétaire pour stopper l'austérité et reprendre la main sur le système monétaire, l'euro et la BCE. Les statuts et les missions de celle-ci, son rôle doivent être mis sous le contrôle et au service des peuples pour que l'argent serve au développement des services publics et à un modèle productif soutenable et créateur d'emplois. Nous portons l'idée d'un plan d'investissement et de dépenses massif abondé à partir d'un fonds européen démocratique, financé par la BCE, de développement humain, social et environnemental. La lutte contre l'évasion et l'optimisation fiscales doit devenir une priorité.
- Nous voulons construire une union de peuples et de nations libres, souverains et associés, l'objectif n'opposant pas souveraineté et coopération. Une construction à géométrie choisie doit laisser la liberté aux peuples souverains de définir démocratiquement les domaines qui relèvent de la souveraineté nationale et ceux qui seraient plus efficacement traités s'ils étaient partagés comme celui qui concerne les libertés fondamentales garanties par l'Union européenne.
- Une Europe actrice sur la scène mondiale pour la paix, la justice et la sécurité implique la rupture avec l'OTAN et la logique anachronique des blocs afin d'agir efficacement pour des solutions politiques aux conflits. C'est l'ambition d'un développement partagé qui doit fonder notre politique de voisinage, notamment à l'Est et autour de la Méditerranée. D'urgence une politique d'accueil des réfugiés doit être mise en œuvre. L'Europe ne doit pas bâtir des murs mais des ponts. Les négociations des traités de libre échange comme le TAFTA, le CETA et le TISA doivent être stoppées.

Une vision solidaire et démocratique peut rassembler les forces progressistes de France et d'Europe. Toute force, tout gouvernement qui ambitionne la transformation sociale en France devra engager une lutte pour la refondation de l'UE. Et pour cela, il faut le changement politique en France. Le temps est venu de d'animer un vaste débat national sur la politique de la France en

Europe et de construire un autre rapport de forces européen. Dans plusieurs autres pays, la gauche européenne s'est considérablement renforcée, jusqu'à des positions décisives comme en Grèce, en Espagne, au Portugal, en Irlande. Il est devenu indispensable de tenir un forum annuel des forces communistes et progressistes d'Europe pour renforcer la coopération et la solidarité, pour être plus efficaces ensemble, dans nos pays comme à l'échelle européenne en lien avec les autres régions qui partagent nos combats dans le monde.

V- Une France engagée pour la paix et le progrès

Les bouleversements du monde sont profonds. Les aspirations populaires à la justice, à l'égalité, à la sécurité, à la solidarité, au développement humain, social et écologique ouvrent le chemin de la « grande paix humaine ».

Alors qu'on nous assène que « nous sommes en guerre », notre peuple, uni à tous les peuples partout dans le monde, peut affronter et dépasser les logiques de compétition, de domination, d'exploitation et d'aliénation et de bellicisme qui sont aux origines des conflits et guerres, de l'explosion exponentielle des inégalités, de l'humiliation des peuples, de leur mise en concurrence, de la décomposition de sociétés entières, et de la crise climatique.

Transformer une mondialisation dominée par les logiques capitalistes et la dictature des marchés et institutions financières passe par des solidarités nouvelles, par conforter la souveraineté et les droits des peuples, et leur communauté d'intérêts dans un monde de biens communs et de sécurité humaine collective : physique, alimentaire, sociale, politique, économique, environnementale. La sécurité des uns dépend de la sécurité de toutes et tous.

La France a un rôle éminent pour redonner de la force au multilatéralisme, pour que chaque peuple, chaque nation compte pour un-e, pour ouvrir la voie à de nouveaux modes de développement et de production, et pour redéfinir, en Europe, un cadre de coopération et de sécurité collective.

Construire un système mondial de sécurité collective et de paix, fondée sur les droits des peuples, refonder l'ONU et promouvoir de nouvelles coopérations internationales.

Faire reculer les logiques de guerre

La « guerre contre le terrorisme », initiée par les États-Unis en 2001, par les ingérences, les opérations extérieures, les occupations militaires n'a eu pour seul résultat que de le renforcer et de plonger des millions de femmes et d'hommes dans plus de guerre, de violences et de misère. Elle a généré des forces obscurantistes et fascistes que nous combattons. La liberté maximale accordée aux capitaux financiers, au développement du libre-échange, à la prédation et à l'affaiblissement des États en Afrique et au Proche et Moyen-Orient a nourri ces logiques de guerre. Pour s'en dégager, et à la place qui est la sienne, particulièrement en Afrique ou au Proche-Orient où elle prolonge des logiques néo-coloniales d'une part et d'ingérence d'autre part, la France devra faire le choix de quitter l'OTAN et de militer pour sa dissolution mais aussi pour l'application immédiate du traité de non-prolifération et la sortie rapide du nucléaire militaire.

La production et la conception d'armement doivent être prioritairement orientées vers la satisfaction des besoins de défense de notre pays. Toute exportation d'armement sera soumise à

l'autorisation et au contrôle du Parlement. Ces exportations d'arme doivent être motivées par des considérations de politiques étrangères et non en vue de réaliser des profits. La France doit se mobiliser en faveur du « Traité sur le Commerce des Armes » (TCA) de l'ONU. La France devra mettre son veto dans les institutions européennes sur toute tentative visant à considérer les armes comme des marchandises comme les autres relevant du droit commun de l'OMC.

Au Proche-Orient, la France doit agir pour le respect du droit international contre la colonisation des territoires occupés, pour maintenir la conférence internationale de paix et reconnaître l'État palestinien, sanctionner l'Etat d'Israël, libérer les prisonniers politiques palestiniens, boycotter les produits issus des colonies. La France doit soutenir la lutte du peuple kurde pour sa liberté. Elle doit aussi soutenir la lutte des peuples de Turquie, singulièrement les Kurdes, et des forces démocratiques turques dans leurs luttes pour la démocratie, la paix, l'égalité et les droits des femmes.

Il est temps de promouvoir un multilatéralisme dégagé des pressions des puissants

En redonnant à l'ONU les moyens de sa mission initiale affirmée dans sa Charte et en lui donnant autorité sur un FMI profondément transformé, il serait possible d'agir sur les causes du « chaos du monde » traduit par le libre-échange, la dérégulation, la déréglementation, la financiarisation des économies, l'accaparement des ressources, la course aux armements.

Conjurer les guerres implique d'écouter les peuples et de miser sur eux plutôt que sur les forces de l'argent, et de combattre prioritairement les inégalités, injustices sociales et économiques, de protéger les travailleuses et travailleurs, leurs droits, de privilégier la résolution politique des conflits.

La promotion universelle des droits sociaux, écologiques et démocratiques, la gestion multilatérale des biens communs universels (l'eau, l'énergie, les connaissances) et des libertés fondamentales dont la liberté de circulation, la solidarité face aux grands défis climatiques et écologiques du siècle et la création d'espaces de coopération et de sécurité inclusifs et collaboratifs sont incompatibles. A ce titre, la France doit apporter un soutien aux peuples engagés dans des expériences politiques alternatives, ou luttant pour la reconnaissance de leur existence.

En entravant l'emprise des marchés financiers et des Institutions financières internationales (IFI), au premier rang desquelles le FMI, en appelant à leur refonte pour les extraire de l'hégémonie du dollar, les peuples, solidaires, ouvriraient la voie à des partenariats réciproquement bénéfiques. Fondés sur le principe de complémentarité ils permettraient de relever les défis qui nous sont communs des mutations économiques, la maîtrise des échanges, du réchauffement climatique, du désarmement, de la dénucléarisation, jusqu'à la nécessaire invention de nouveaux modes de développement et de production au service des peuples dans le respect des écosystèmes.

Contre la guerre économique et ses dérives : contester les forces du marché par des lois sociales et contraignantes et de nouveaux droits aux salarié-e-s et aux élu-e-s

L'Organisation mondiale du commerce puis maintenant les Accords de libre-échange (ALE) formatent un monde de mise en concurrence des peuples et alimentent les tentations de repli à l'intérieur des frontières et nationalismes. Cela se traduit par des attaques contre les droits sociaux, l'accès à l'emploi, la protection sociale, les droits syndicaux.

Changer de logique, c'est promouvoir une civilisation du partage, du bien vivre et du commun garantissant aux peuples et aux citoyen-ne-s l'égalité des droits politiques, sociaux, économiques et le plein exercice de leur souveraineté en tous domaines.

Ces luttes appellent de nouvelles convergences pour la sécurité de l'emploi, l'éducation et la formation, la protection sociale, les salaires, les retraites, la santé au travail, la durée légale du travail, le droit de grève.

Dans le bras-de-fer engagé au plan européen et mondial contre le grand patronat, les groupes et les gros actionnaires, l'Organisation internationale du travail (OIT) doit être renforcée dans sa vocation de lutte pour le progrès social au plan mondial.

Les organisations européennes et internationales des travailleuses et des travailleurs, les citoyen-ne-s, les forces politiques progressistes sont appelées à unir leurs forces et à inventer de nouvelles formes de solidarité et de coopération internationales

Les peuples n'ont pas fini d'écrire l'histoire de l'humanité. La vie est à nous.